

Le sas européen n'est pas près de s'ouvrir aux Balkans

UE La Commission réactualise sa stratégie d'élargissement aux Balkans occidentaux

- L'instabilité et l'autoritarisme guettent les Balkans occidentaux.
- Mais l'UE ne veut surtout pas les laisser tomber.

C'est une gageure dans laquelle l'Union européenne s'est engagée, et qui paraît plus difficile à tenir que jamais : comment maintenir une « perspective d'adhésion » aux six pays des Balkans occidentaux, seule motivation tangible pour que les anciens morceaux de l'ex-Yougoslavie ne retombent dans leurs tourments, alors que leur récente évolution semble parfois aller à contresens du progrès souhaité ? Paradoxalement, c'est précisément ces risques accrus d'instabilité qui ont amené une UE de plus en plus inquiète à faire remonter dans la liste de ses priorités l'arrimage des Balkans occidentaux, où l'activisme russe et chinois est perçu comme des facteurs supplémentaires de déstabilisation.

Voilà pourquoi la Commission européenne a adopté ce mardi une « nouvelle » - cela reste à voir - stratégie pour cette région qui, contrairement à ce qu'on pourrait penser intuitivement, n'est pas située aux confins de l'UE, mais y est totalement enclavée. « Soit nous apportons la stabilité, soit nous importons l'instabilité », résumait mardi après-midi à Strasbourg Johannes Hahn, le commissaire européen aux Négociations d'élargissement.

Trois ans après avoir annoncé aux Balkans occidentaux qu'au-

cun d'eux n'adhérera avant 2020, la « nouvelle stratégie » est surtout un message. D'abord à l'adresse des pays concernés et désappointés : « Nous confirmons aujourd'hui que la porte de notre Union est ouverte aux Balkans occidentaux (...), que notre offre est sincère », explique le commissaire Hahn. Mais l'autre

partie du message s'adresse aux États membres de l'UE, dont un grand nombre est horrifié à l'idée de voir ces pays à la réputation sulfureuse rejoindre l'Union : « C'est dans notre intérêt de donner ce signal clair à la région », explicitait un responsable européen en référence à « l'intérêt commun » évoqué par Federica Mogherini, patronne de la diplomatie de l'UE et vice-présidente de la Commission.

En termes pratiques, la Commission a cependant repoussé une nouvelle fois l'échéance, et ce au-delà de la prochaine législature européenne : le premier terme envisageable pour de nouvelles adhésions est fixé à 2025. « Nous ne disons pas que les Balkans occidentaux doivent entrer dans l'Union d'ici 2025 », a cru bon de préciser Jean-Claude Juncker, corrigeant une déclaration antérieure. *Ceci est une date indicative, une perspective pour motiver les pays à poursuivre les réformes. Et soyons clairs : aucun pays ne pourra rejoindre l'UE avant d'avoir résolu ses disputes bilatérales.*

L'exécutif européen veut adresser un message clair, tant vers les pays concernés que les États membres européens rétifs à leur adhésion : les Balkans occidentaux doivent régler leurs pro-

blèmes bilatéraux, qu'ils soient frontaliers ou autres. Et surtout : ils ont un énorme travail à faire en matière d'État de droit et de valeurs fondamentales. Ce qui est un euphémisme : plusieurs de ces pays - la Serbie, la Macédoine et l'Albanie - ont dérivé ces dernières années vers des systèmes illibéraux ou autoritaires, où les droits des oppositions ou la liberté de la presse sont parfois plus fictifs que réels.

On aura vite fait le rapprochement : l'UE elle-même n'est pas épargnée par ce phénomène, elle qui a de plus en plus de mal à assumer les dérives de la Hongrie, de la Pologne, et maintenant aussi de la Roumanie, tandis qu'en Bulgarie la corruption reste une plaie ouverte. Dans son document sur les Balkans, la Commission affronte la question sans dé-

tour : « Un mécanisme plus efficace doit être mis en place afin de traiter les menaces ou les entorses systémiques à ces valeurs dans les États membres de l'UE. La Commission présentera en octobre 2018 une initiative visant à renforcer le respect de l'État de droit dans l'Union. » Dans le même ordre d'idées, l'exécutif européen rappelle aussi son intention d'assurer le maintien du système de vote à majorité qualifiée : un mode de prise de décision que - ce n'est pas un hasard - certains des pays turbulents précités aimeraient voir abandonné. Morale de l'histoire : pas question de faire entrer de nouveaux adhérents, avant d'avoir solidifié un État de droit qui s'est déjà avéré difficile à protéger en son propre sein. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

ADHÉSION**Six pays en attente**

Six pays, dont cinq issus de l'ex-Yougoslavie, sont aujourd'hui en attente d'une adhésion à l'UE. Deux d'entre eux seulement sont officiellement candidats et donc en négociation : la Serbie et le Monténégro. Deux autres - la Macédoine et l'Albanie - peuvent espérer une ouverture prochaine des négociations. Quant au Kosovo et à la Bosnie-Herzégovine, ils restent en bout de queue, pas près de pouvoir formellement être reconnus comme candidats.

I.KZ